

FORMULAIRE DE SIGNALEMENT D'UNE ALERTE

Le présent formulaire est facultatif.

Le présent formulaire est destiné à recevoir les alertes signalées conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi « Sapin II ») telle que modifiée par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte (dite loi « Wasserman »). Il est établi conformément au décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

Le présent formulaire, disponible sur l'intranet de CDC Informatique <https://caissedesdepots.sharepoint.com/sites/WeShare/SitePages/D%C3%89ONTOLOGIE.aspx> et sur son site internet <https://www.icdc.caissedesdepots.fr/>, concerne la procédure d'alerte de l'article 6 de la loi n° 2016-1691 précitée¹ et est mentionné dans la procédure relative au dispositif d'alerte de CDC Informatique elle-même disponible sur l'intranet de CDC Informatique <https://caissedesdepots.sharepoint.com/sites/WeShare/SitePages/D%C3%89ONTOLOGIE.aspx> et sur son site internet <https://www.icdc.caissedesdepots.fr/>.

Les informations recueillies dans le cadre du présent signalement sont traitées par CDC Informatique en qualité de responsable du traitement, afin d'assurer la gestion du dispositif d'alerte interne, conformément à la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 et au règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

La base légale de ce traitement est l'exécution d'une obligation légale et l'intérêt légitime de CDC Informatique.

Les données sont conservées pendant la durée strictement nécessaire au traitement de l'alerte et, le cas échéant, aux suites qui peuvent y être données.

Vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant, de rectification des données vous concernant, ainsi que du droit d'en faire limiter l'usage.

Il est précisé que la personne qui fait l'objet d'un signalement ne peut en aucun cas obtenir communication du déontologue, des informations concernant l'identité du lanceur d'alerte au titre du droit d'accès prévu par l'article 15 du RGPD.

Par ailleurs, le droit de rectification ne doit notamment pas permettre la modification rétroactive des éléments contenus dans l'alerte ou collectées lors de son instruction. Son exercice ne doit pas aboutir à l'impossibilité de reconstitution de la chronologie des éventuelles modifications d'éléments importants de l'enquête. Aussi, ce droit ne peut-il être exercé que pour rectifier les données factuelles,

¹ Le lanceur d'alerte est « une personne physique qui signale ou divulgue, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement » ;

dont l'exactitude matérielle peut être vérifiée par le déontologue à l'appui d'éléments probants, et ce, sans que soient effacées ou remplacées les données, même erronées, collectées initialement

Pour plus d'informations sur la gestion de vos données et vos droits, vous pouvez consulter la procédure relative au dispositif d'alerte disponible sur l'intranet de CDC Informatique <https://caissedesdepots.sharepoint.com/sites/WeShare/SitePages/D%C3%89ONTOLOGIE.aspx> et sur son site internet <https://www.icdc.caissedesdepots.fr/>.

DATE DU SIGNALEMENT : / / (jj/mm/aaaa)

1. Auteur du signalement

1.1. Identité

NOM :

Prénom :

Lien avec CDC INFORMATIQUE [cochez la case correspondante et donner le plus de précisions possibles] :

- Employé, ancien employé²
 - Précisez (direction, service, fonction, date d'entrée en fonction/date de fin de fonction) :
.....

- Candidat à l'embauche
 - Précisez (date de la candidature, service, fonction) :
.....

- Titulaire de droits de vote au sein de l'assemblée générale
 - Précisez (organe) :
.....

- Membre de l'organe d'administration, de direction, ou de surveillance
 - Précisez (organe) :
.....

- Collaborateur extérieur et occasionnel³
 - Précisez (nom de l'entreprise prestataire) :
.....

- Cocontractant, sous-traitant, membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un cocontractant ou d'un sous-traitant, salarié de ces derniers
 - Précisez (nom de l'entreprise, lien de rattachement) :
.....

² Salariés de CDC Informatique y compris les alternants.

³ Intérimaires, stagiaires, etc.

1.2. Coordonnées

Les coordonnées ont pour stricte finalité le traitement de l'alerte par le déontologue de CDC Informatique et les membres de son équipe compétents à cet effet.

Je demande à recevoir l'accusé de réception de mon signalement, et toute correspondance relative au traitement de celui-ci (suite de l'instruction ; clôture de la procédure ...) [cocher la case et compléter]

- Par courrier électronique (à privilégier)
 - Il est recommandé de communiquer son adresse mail personnelle :
.....@.....

- Par courrier postal
 - Il est recommandé de communiquer son adresse personnelle :
.....

1.3. Confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte

Conformément à l'article 9 de la loi n° 2016-1691 précitée, les éléments de nature à identifier le lanceur d'alerte ne peuvent être divulgués qu'avec le consentement de celui-ci, sauf à l'autorité judiciaire, dans le cas où les personnes chargées du recueil ou du traitement des signalements sont tenues de dénoncer les faits à celle-ci.

2. Personne visée par le signalement

2.1. Identité

NOM :

Prénom :

Lien avec CDC INFORMATIQUE cochez la case correspondante et donner le plus de précisions possibles] :

- Employé⁴, ancien employé
 - Précisez (direction, service, fonction) :
.....

- Titulaire de droits de vote au sein de l'assemblée générale
 - Précisez (organe) :
.....

⁴ Salariés de CDC Informatique y compris les alternants

- Membre de l'organe d'administration, de direction, ou de surveillance
 - Précisez (organe) :
.....
- Collaborateur extérieur et occasionnel⁵
 - Précisez (nom de l'entreprise prestataire) :
.....
- Cocontractant, sous-traitant, membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un cocontractant ou d'un sous-traitant, salarié de ces derniers
 - Précisez (nom de l'entreprise, lien de rattachement) :
.....
- Autres :
 - Précisez) :
.....

[complétez, en tant que de besoin, sur papier libre]

2.2. Confidentialité de l'identité de la personne visée par le signalement

Conformément à l'article 9 de la loi n° 2016-1691 précitée, les éléments de nature à identifier la personne mise en cause par un signalement ne peuvent être divulgués, sauf à l'autorité judiciaire, qu'une fois établi le caractère fondé de l'alerte.

3. Faits objets du signalement

3.1. Déclaration préalable du lanceur d'alerte

Vous attestez avoir eu connaissance des faits rapportés ci-après :

- Dans le cadre de votre **activité professionnelle** OUI NON
- **Personnellement** OUI NON

Date à laquelle vous avez **eu connaissance** des faits : / / (jj/mm/aaaa)

Dans le cadre de la présente alerte, vous déclarez agir **sans contrepartie financière directe et de bonne foi** :

OUI NON

⁵ Intérimaire, stagiaires, etc.

3.2. Exposé des faits

Date des faits : / / (jj/mm/aaaa)

ou **période pendant laquelle les faits se sont produits** :

du

au

Les faits objet de votre signalement perdurent-ils ?

OUI

NON

Ne sait pas

Lieu :

Selon vous, les faits rapportés relèvent d'une ou des infractions suivantes [plusieurs choix possibles]

- Menace ou préjudice pour l'intérêt général
- Crime, un délit
- Violation ou tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement
- Infraction aux règles de la concurrence (entente ...)
- Infraction aux règles comptables
- Infraction financière
- Infraction de presse (diffamation ; injure ; provocation à la haine raciale ou religieuse ...)
- Atteinte à la probité (corruption ; trafic d'influence ; délit de favoritisme)
- Faits de harcèlement (moral ; sexuel)
- Faits de discrimination
- Fraude, cyberfraude, escroquerie
- Intrusion frauduleuse dans un système informatique
- Je ne sais pas qualifier les faits

Dans quel contexte (circonstances) avez-vous eu personnellement connaissance des faits signalés ?

Merci de ne fournir que les informations strictement nécessaires à la compréhension de l'alerte

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Veillez adresser le présent formulaire, accompagné le cas échéant des documents annexes, par écrit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante** :

CDC Informatique, à l'attention de la Déontologue de CDC Informatique (DMRCC) 18 avenue Aristide Briand, 92220 Bagneux.

ou par courriel à :

deontologie-icdc@caissedesdepots.fr

Par écrit, tous les éléments de la saisine (formulaire ; documents annexes) doivent être insérés dans une première enveloppe, sur laquelle figurera EXCLUSIVEMENT les mentions

« SIGNALEMENT D'UNE ALERTE – CONFIDENTIEL » ainsi que la date de l'alerte

La première enveloppe sera insérée dans une seconde enveloppe, dite enveloppe extérieure sur laquelle figurera l'adresse d'expédition indiquée ci-dessus.